

« L'État providence a un bel avenir devant lui »

Habitué à travailler sur les liens entre économie et enjeux écologiques, l'économiste Éloi Laurent fait, dans son dernier ouvrage, l'éloge de l'État providence à une époque où celui-ci est critiqué de toutes parts.

Entretien

Un plaidoyer pour l'État providence ! Vous êtes sérieux ?

Oui ! Mais il y a dans ce livre un peu de provocation et beaucoup de conviction : tous les ouvrages qui sortent sur l'État providence parlent de la « crise » de l'État providence, de sa « mort » prochaine... Cela devient auto-réalisateur : on finit par croire que c'est une fatalité. Or c'est une idée fausse. L'État providence a, au contraire, un bel avenir devant lui.

Pourquoi ?

C'est l'institution la plus efficace jamais créée dans l'histoire de l'humanité ! D'abord, l'État providence est économiquement efficace, contrairement à tout ce que l'on raconte. Quand vous mutualiser des risques sociaux, vous en réduisez le coût. C'est une extraordinaire machine à produire du dynamisme économique mais surtout du développement humain : revenu, éducation, santé. Un exemple : le XX^e siècle, qui est le siècle de l'État providence, est celui où l'espérance de vie a progressé de trente-cinq ans, alors qu'elle n'avait progressé que de sept ans au cours des dix-neuf siècles précédents ! Même progression spectaculaire pour l'éducation !

Économiquement efficace et, dites-vous, socialement juste ?

L'État providence permet en effet de réduire les inégalités. Voyez les États-Unis : le système de santé y est rongé par des logiques privées. Un nombre invraisemblable de gens sont sans couverture santé et l'espérance de vie est très faible comparée à leur niveau de vie. En plus, leur système est coûteux : il absorbe 18 % de la richesse du pays. Chez nous, c'est 11 %. Ce que l'on voit, là-bas, c'est le coût du « non-État providence » ! États-Unis, Chine, Rwanda, Vietnam : le monde entier converge vers l'État providence. Et nous en Europe, nous voulons prendre le chemin inverse ! Alors que l'État providence a fait ses preuves et que la crise écologique est déjà là...

Quel rapport avec l'État providence ?

Le défi écologique est la question centrale du XXI^e siècle. Le risque social (maladie, vieillesse, etc.) devient, avec les menaces environnementales, un risque que j'appelle « social-écologique » : il va falloir intégrer ce risque au périmètre de l'État providence. En 2014, l'Ouest de la France, balayé par des tempêtes à répétition, est définitivement entré dans l'ère du dérèglement climatique. La canicule de 2003 en France (plus de 14 000 morts) va devenir un phénomène « normal » d'ici à trente ans. Faut-il laisser les collectivités et les individus face à son impact social ravageur ? Ou construire de nouvelles protections collectives pour que ces risques soient mutualisés, réduits et deviennent des questions sociales à part entière ?



Éloi Laurent : « Le système social français n'est pas à bout de souffle. »

L'écologie, dites-vous, ce n'est pas sauver la planète, c'est se préoccuper de la santé de ses enfants ?

Oui, l'écologie est trop souvent un discours moral qui accuse les humains de produire des catastrophes inévitables. Il faut sortir de cette posture moralisatrice et, en même temps, refuser l'indifférence coupable à l'égard des crises écologiques qui s'accroissent. Il faut donc réconcilier la question sociale et le défi écologique et passer d'une écologie qui accuse à une écologie qui protège.

Mais comment financer un système que l'on dit à bout de souffle ?

Le système social français n'est pas à bout de souffle : c'est une grande mystification que l'on répète partout mais qui n'a aucun fondement. On laisse notamment entendre que l'État providence est responsable de la crise actuelle et que c'est en le défaisant que l'on va s'en sortir. En réalité, c'est la finance débridée et la politique européenne d'austérité qui sont responsables de nos difficultés actuelles. À l'inverse, l'État providence

a amorti quantité de crises depuis un demi-siècle, notamment grâce à l'assurance-chômage.

L'État providence n'a rien à voir avec la situation des finances de l'État ?

En quoi la protection sociale est-elle responsable du chômage de masse et du soi-disant déclin français ? Ce modèle social existait avant la crise de 2008, les comptes sociaux n'étaient alors que très légèrement déficitaires et le taux de chômage était à 7 %.

Si elle ne repose pas sur une réalité économique, d'où vient cette remise en cause de l'État providence ?

D'une double erreur analytique et idéologique. L'erreur d'analyse consiste à se braquer sur la règle du déficit public. Une politique publique n'a pas pour objectif final la réduction du déficit. L'objectif, c'est l'emploi, la santé, l'éducation, bref le développement humain. La vraie question, c'est : « Comment vont les gens ? », pas « Comment va le déficit ? ». Mais en toile de fond, il y a tout un discours moralisateur.

Lequel ?

On laisse entendre que l'État providence rend les gens paresseux, anéantit l'esprit d'initiative et d'entreprise etc. C'est tout l'inverse. J.K. Rowling, l'auteur d'*Harry Potter*, a dit : « J'ai une dette à l'égard de l'État providence ». Avant d'être l'auteur multimilliardaire qu'elle est devenue, elle était mère célibataire dans la pauvreté. Ce qui lui a permis de survivre et d'inventer ce monde merveilleux d'*Harry Potter*, ce sont les subsides que lui a versés, un temps, l'État providence britannique. Voyez les pays nordiques : ils sont les pays les plus égalitaires au monde et les plus dynamiques d'un point de vue économique.

Et l'assurance-chômage, qui fait débat ?

En stigmatisant les chômeurs indemnisés ou en prétendant faire la chasse aux « fraudeurs », on se trompe de combat. La fraude en France est très faible, bien plus faible que le non-recours aux prestations sociales. On ferait mieux de se concentrer sur le coût moral et social du chômage... pour les chômeurs ! Réduire l'assurance-chômage parce que l'on est incapable de réduire le chômage, c'est condamner les chômeurs à la double peine.

Recueilli par
Carine JANIN.

Repères

■ Économiste senior à l'Office français des conjonctures économiques, Éloi Laurent a développé, au fil de différents articles et ouvrages, la « social-écologie », qui vise à penser ensemble la question sociale et les enjeux écologiques. Il enseigne à Sciences Po et à l'université de Stanford aux États-Unis.

■ Il a publié *La Nouvelle écologie politique*, avec Jean-Paul Fitoussi ; *Économie de la confiance* et *Le bel avenir de l'État providence*, Les liens qui libèrent, 155 pages, 15,50 €.



L'État providence est, à mes yeux, le triomphe de la politique ! Il a permis à nos sociétés de faire de grands bonds en avant. Après

la Seconde Guerre mondiale, au Royaume-Uni, les socialistes ont créé la Sécurité sociale ; l'éducation pour tous, filles et garçons ; l'assurance chômage, etc. Ces progrès sont trop précieux pour que la crise parvienne à les mettre à mal. Au contraire, sans État providence, la crise serait plus violente encore. L'économie a aussi besoin de la consommation des plus démunis pour fonctionner.

Ken Follett